

International

TUNISIE : L'HÉRITAGE ÉLECTORAL DE BÉJI CAIED ESSEBSI AU CENTRE DE LA BATAILLE

Mahdi Elleuch

31/08/2019

En Tunisie, à quelques jours de l'élection présidentielle anticipée suite au décès brutal du président Essebsi, Mahdi Elleuch propose, pour l'Observatoire de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient de la Fondation Jean-Jaurès, une analyse du parti créé par l'ancien président, Nidaa Tounes, formation qui a dominé la scène politique du pays après les élections de 2014, avant de connaître de nombreuses crises politiques internes et d'être aujourd'hui fortement affaibli. Il s'interroge en conséquence sur les perspectives électorales et politiques en Tunisie très incertaines.

Premières élections démocratiques de l'histoire de la Tunisie, les élections constituintes de 2011 ont donné une victoire sans appel pour les islamistes, très loin devant tous leurs rivaux. Ennahdha semblait ainsi dominer la vie politique tunisienne pour de longues années. Deux ans à peine après sa fondation par feu Beji Caied Essebsi, Nidaa Tounes a réalisé l'exploit de remporter les élections législatives et présidentielle de 2014. Néanmoins, les crises internes de ce parti, son alliance avec Ennahdha, ainsi que son bilan décevant laissent le jeu grand ouvert pour les élections présidentielle et législatives de 2019, dans ce vaste espace électoral qu'il a occupé il y a cinq ans.

Nidaa Tounes : un parti d'électeurs... à usage unique ?

La création de Nidaa Tounes, quelques mois à peine après les élections constituintes de 2011, visait à mettre fin à l'hégémonie islamiste. Ce parti s'est constitué, dès le départ, autour de la personne de Beji Caied Essebsi, vétéran de la politique depuis l'indépendance de la Tunisie, propulsé aux commandes du pays à la faveur de la Révolution. Son passage au premier-ministère et sa gestion de la période de transition lui ont valu un capital de sympathie considérable, qui faisait défaut aux figures des partis dits \ »modernistes\ » (par opposition aux islamo-conservateurs d'Ennahdha).

Un objectif, un homme

Essebsi a ainsi pu fédérer une grande partie des opposant-e-s à Ennahdha, venant d'horizons assez éloignés. Cette hétérogénéité était revendiquée par le nouveau parti, officiellement composé de « quatre versants » : les destouriens¹, la gauche, les syndicalistes et les indépendant-e-s. Or, si la direction était plutôt dominée par des figures, sinon de gauche, du moins sans passé compromettant avant la Révolution, la base de militant-e-s et de cadres était, elle, majoritairement composée de « destouriens ».

Fort de la popularité de son chef, mais surtout de la peur et du rejet que provoquait désormais le parti islamiste, et profitant d'un recours massif au « vote utile », Nidaa Tounes a remporté les élections législatives de 2014 avec plus de 37% des voix – quasiment le même pourcentage qu'avait obtenu Ennahdha aux élections constituintes de 2011. Deux mois après, Beji Caied Essebsi remportait l'élection présidentielle contre le président sortant, Moncef Marzouki, soutenu en bloc par la base islamiste.

Nidaa Tounes a réalisé ces succès électoraux sans même avoir tenu son congrès constitutif, et donc sans structures élues. Seule figure incontestée, Essebsi a dû, suivant la Constitution, démissionner de son parti pour se consacrer à la magistrature suprême. Les divisions sont apparues peu de temps après.

L'hémorragie des scissions

Au sortir des élections législatives de 2014, Nidaa Tounes disposait d'un bloc parlementaire de 86 député-e-s. Aujourd'hui, le parti n'en compte plus que 26. Il a donc perdu, en cinq ans, plus des deux tiers de ses élu-e-s.

Pourtant, le parti et son bloc parlementaire ont pu traverser, sans dégâts apparents, l'épreuve difficile de la coalition gouvernementale avec son adversaire islamiste. Plutôt que de former une courte majorité avec quelques petites formations politiques proches, ou de chercher une coalition avec le Front populaire (gauche), Essebsi a en effet choisi de s'associer à son ennemi d'hier dans une large coalition. Malgré une forte déception chez les sympathisant-e-s, peu de voix, au sein du parti, ont contesté ce choix qui visait à l'établissement d'une majorité large et stable.

La stabilité qui était ainsi recherchée n'a cependant pas duré. Un an à peine après le début de la législature, Nidaa Tounes a subi une première scission. Directeur de la campagne, puis conseiller politique d'Essebsi à Carthage avant d'occuper le secrétariat général du parti pendant plusieurs mois, Mohsen Marzouk quitte le navire avec une vingtaine de député-e-s, et fonde un nouveau parti.

Depuis, les crises internes et les scissions n'ont pas cessé. On compte en effet pas moins de cinq nouveaux partis fondés par des démissionnaires de Nidaa, sans compter celles et ceux qui ont rejoint des partis déjà existants.

Le fils du président au centre de toutes les querelles

La première scission n'était que l'aboutissement d'un conflit entre Mohsen Marzouk et Hamed Caied Essebsi sur la succession du père à la tête du parti. Le fils du président n'était pas parmi les fondateurs et fondatrices du parti, ni parmi ses élu·e·s au Parlement. L'annonce de sa candidature aux élections législatives comme tête de liste dans la première circonscription de Tunis (Tunis 1) avait d'ailleurs suscité une vive polémique et des accusations de « tawrith » (transmission dynastique), à l'issue desquelles il s'était désisté. Il a été cependant nommé « responsable des structures » au sein du parti en mars 2013, avant d'intégrer, après les élections, l'Instance constituante. S'y trouvant minoritaire, il a alors contesté la légitimité de l'Instance, et appelé à l'élection d'un bureau politique pour la remplacer. Défait dans les élections internes qu'il avait lui-même voulues, et après une autre bataille perdue pour le contrôle du comité exécutif dans laquelle ses partisan·e·s ont même été accusé·e·s de recours à la violence, Hamed Caied Essebsi n'a pas désarmé. Le salut est venu par la réactivation, en novembre 2015, de l'Instance constituante, dans laquelle il était devenu, grâce à l'appui du palais de Carthage², majoritaire. Depuis cette date, c'est lui qui contrôle le parti Nidaa Tounes... ou ce qui en reste. En effet, consommant la rupture avec Mohsen Marzouk et les autres opposant·e·s à Hamed Caied Essebsi, Nidaa Tounes a tenu, début 2016, son premier congrès. Un congrès qualifié de mascarade, tant il a été complètement dominé par les partisan·e·s du fils du président, provoquant des démissions en cascade, même parmi ses ancien·e·s allié·e·s³. Dans le même temps, Ennahdha devenait le premier bloc à l'Assemblée.

Après avoir réclamé et obtenu le départ du gouvernement présidé par le technocrate Habib Essid, Nidaa Tounes obtient que le Premier ministre soit issu de ses propres rangs. Les négociations ont été parrainées par la présidence de la République, aboutissant à l'accord dit « Carthage 1 ». C'est le jeune ministre des Affaires locales, Youssef Chahed, qui est choisi. Le même qui a présidé la commission chargée par le président de la République de trouver une issue à la crise fratricide du parti, sans succès.

Moins d'un an après, les désaccords entre Chahed et son parti ont commencé à se faire jour. Sentant le vent tourner contre lui, le Premier ministre joue le tout pour le tout en lançant une guerre contre la corruption. Il fait arrêter notamment l'homme d'affaires Chafik Jarraya, personnage très controversé, ancien associé des Trabelsi (la famille de Leila Ben Ali qui avait fait main basse sur des pans entiers de l'économie tunisienne)... et proche de Nidaa Tounes. Si la campagne contre la

corruption a été, au départ, saluée par la rue tunisienne avec beaucoup d'enthousiasme, son refroidissement, au fil des mois, a donné plutôt l'impression d'une guerre sélective, voire d'un règlement de comptes.

Quand le premier parti aux législatives finit dans l'opposition

Au Parlement, les soutiens du chef du gouvernement commencent à s'organiser dans un petit bloc. Quand, en mai 2018, Nidaa Tounes a officiellement réclamé le départ de Youssef Chahed, d'interminables pourparlers ont été organisés, toujours sous le parrainage du président de la République. Mais cette fois, le projet d'accord dit « Carthage 2 » n'a pas pu aboutir. Ennahdha a choisi de soutenir Chahed, au nom de la stabilité gouvernementale. C'est donc sur le front du Parlement que la bataille s'est déroulée. Évitant de se soumettre à un vote de confiance, Chahed a choisi la voie moins risquée du remaniement ministériel. Pendant plusieurs mois, l'enjeu était les 109 voix requises pour le vote de confiance aux nouveaux ministres. Fort du renfort de nouveaux démissionnaires de Nidaa, la Coalition nationale (bloc soutenant Youssef Chahed) est devenue deuxième derrière Ennahdha en nombre d'élu·e·s, permettant au chef du gouvernement de former une nouvelle majorité avec Ennahdha et Machrou' Tounes (le parti de Mohsen Marzouk). Chahed a ainsi réussi son pari. Avec cette nouvelle majorité, il s'est affranchi de la tutelle de son parti ainsi que celle du président de la République.

La malédiction des congrès

Désormais dans l'opposition, Nidaa Tounes a tenu, les 6 et 7 avril 2019 à Monastir, son deuxième congrès. Mais la malédiction s'est poursuivie. Le nouveau comité central se divise en deux camps, un, minoritaire, mené par Hafedh Caied Essebsi, et celui, majoritaire, de Sofien Toubal, président du bloc parlementaire. Chacun des deux a élu des responsables et revendique la légitimité de diriger le parti⁴. Une bataille administrative et juridictionnelle s'en est suivie, et c'est finalement le gouvernement de Youssef Chahed qui a tranché en faveur de Hafedh Caied Essebsi. La « patente » est restée à la famille.

Entretemps, la marque Nidaa Tounes a beaucoup perdu de son attractivité. Après l'avertissement des élections législatives partielles dans la circonscription des Tunisiens de l'étranger résidant en Allemagne, où un candidat indépendant a battu le candidat Nidaa pourtant soutenu par Ennahdha, les élections municipales de 2018 ont confirmé la chute du parti présidentiel. Celui-ci a perdu, outre la première place, plus des deux tiers des voix qu'il avait obtenues en 2014. Face à cet espace électoral de la « famille centriste et moderniste » désormais libre, les prétendant·e·s ne manquent pas.

Tahya Tounes : l'ambition d'hériter... peu importe les moyens ?

L'ambition politique du chef du gouvernement n'était qu'un secret de Polichinelle. Elle est désormais assumée. Après avoir pu former le deuxième bloc parlementaire, constitué essentiellement par des député·e·s élu·e·s sur des listes Nidaa Tounes, Youssef Chahed a créé son parti politique, baptisé Tahya Tounes, « Vive la Tunisie ».

Comme la majorité des partis en Tunisie, il se définit comme « centriste ». Il revendique des filiations bourguibienues, mais insiste sur son attachement à la démocratie et à la Révolution. C'était aussi le cas de Nidaa Tounes, avec qui il semble partager une vision socio-économique, avec plus d'insistance sur les « réformes » et la lutte contre la corruption. Mais la grande différence tient au rapport avec la puissante centrale syndicale UGTT (Union générale des travailleurs tunisiens). L'alliance historique avec l'UGTT, entretenue (mais pas toujours) par le parti destourien depuis l'indépendance et ressuscitée par Beji Caied Essebsi après son élection, n'est pas à l'ordre du jour pour Chahed.

Nidaa Tounes, modèle et repoussoir à la fois

Depuis sa création, Tahya Tounes tente d'occuper le grand vide laissé par le parti Nidaa, aussi divisé que discrédité. Son objectif est de réitérer l'exploit électoral de 2014. Pour cela, il est arrivé à attirer une partie considérable des cadres locaux et des conseillères et conseillers municipaux de Nidaa Tounes, mais aussi d'autres partis de centre droit.

Néanmoins, la jeune formation utilise également Nidaa Tounes comme un repoussoir. Les dirigeants de Tahya Tounes essaient de se démarquer de leur ancien parti sur le terrain de l'institutionnalisation et de la démocratie interne, sans succès apparent. Après avoir promis un congrès basé sur des élections libres et démocratiques, ils ont finalement opté pour des « listes consensuelles » dans les instances du parti.

En outre, Youssef Chahed est accusé par quasiment l'ensemble de la classe politique d'utiliser les moyens de l'État pour servir son parti. Outre les promesses généreuses que font ses ministres dans les régions à quelques mois du scrutin, il est accusé de mobiliser les cadres de l'administration pour appuyer son nouveau parti. L'instance des élections a même relevé, lors des élections municipales partielles à Souk Jedid, des infractions de ce type.

Difficultés à conquérir l'opinion

Premier test réel de popularité, les élections municipales partielles dans les circonscriptions de Souk Jedid (Sidi Bouzid, centre) puis au Bardo (Tunis) ne sont pas rassurantes pour le parti de Youssef Chahed, qui a obtenu respectivement 8% et 11% des voix. Au Bardo, l'absence de liste Nidaa n'a pas profité à Tahya Tounes. D'autres formations de la famille dite « moderniste », avec une orientation économique libérale, ont cependant percé dans ce scrutin à l'abstention record, à savoir Al Badil de l'ancien Premier ministre Mehdi Jomaa et Afek Tounes.

Une autre difficulté pour Youssef Chahed est son alliance avec Ennahdha, à la faveur de laquelle il a pu rester au pouvoir. En dépit des clins d'œil qu'il adresse à l'électorat moderniste, comme l'interdiction du voile intégral dans les administrations et établissements publics, Chahed est souvent accusé par ses détracteurs d'être le protégé d'Ennahdha. Difficile de conquérir les électeurs anti-islamistes avec cette image.

En difficulté dans les sondages, Chahed et son nouveau parti ont même tenté de modifier la loi électorale pour exclure du jeu des prétendants aux pratiques douteuses, et à leur tête Nabil Karoui.

Nabil Karoui : un magnat des médias parmi les favoris des élections

Depuis quelques mois, un « séisme politique » a frappé le pays avec l'apparition de Nabil Karoui, magnat des médias, en tête des intentions de vote aux élections législatives et présidentielle. Bien qu'il se soit publiquement impliqué avec Nidaa Tounes pendant les premières années après les élections, Nabil Karoui se présente comme le candidat anti-système. Il met toute la classe politique dans le même sac, l'accusant de s'être déconnectée des vrais problèmes des citoyen-ne-s. Lui, en revanche, affirme qu'il combat la pauvreté depuis des années, avec son association caritative Khalil Tounes, du nom de son fils décédé suite à un accident de la route. Des œuvres de charité qui sont, bien entendu, largement médiatisées sur la chaîne de télévision qu'il a fondée, Nessma TV, aux taux d'audience considérables.

Utilisant la charité et sa chaîne télé pour faire sa campagne, Karoui est accusé de contourner la loi régissant les partis politiques, qui interdit ces pratiques. Et il n'est pas le seul. D'autres acteurs non-partisans le font. Le gouvernement de Youssef Chahed a donc réagi en faisant adopter une modification controversée de la loi électorale, taillée sur mesure pour les exclure de la compétition électorale. Adoptée sans aucun débat parlementaire fin juin 2019, la loi n'a pas été promulguée par le président défunt, malgré le dépassement des délais constitutionnels, et ne pourra alors pas

s'appliquer. Cet ultime acte politique de Beji Caied Essebsi avant son décès risque d'être décisif pour les élections de 2019.

Outre ces infractions au cadre juridique régissant les partis politiques, Nabil Karoui est au centre de plusieurs affaires. Il est d'abord accusé, depuis 2016, de fraude et d'évasion fiscale, suite à une investigation menée par l'ONG tunisienne iWatch, antenne de l'ONG Transparency International. Il avait réagi, à l'époque, en orchestrant, sur sa chaîne télé, une campagne de dénigrement contre iWatch et ses principales figures, comme le prouvent des enregistrements fuités des réunions de rédaction.

C'est dans le cadre de cette plainte pour évasion fiscale et blanchiment d'argent que les juges du Pôle judiciaire et financier ont décidé, le 8 juillet 2019, le gel de ses avoirs, ainsi qu'une interdiction de voyager. Le 23 août, à moins de dix jours de l'ouverture de la campagne électorale, la Chambre d'accusation de la Cour d'appel de Tunis a émis un mandat de dépôt contre lui, ainsi que son frère et associé Ghazi Karoui. Ce dernier est toujours en fuite, alors que Nabil Karoui a été arrêté le jour même pendant qu'il était de retour de Beja, où il inaugurerait un bureau de son nouveau parti, Qalb Tounes (Au cœur de la Tunisie). Cette arrestation a provoqué une grosse polémique et de sérieux soupçons d'instrumentalisation politique de la justice.

À défaut d'un jugement irrévocable le privant de ses droits politiques, Nabil Karoui reste candidat aux élections, même à partir de sa prison de Mornaguia, et demeure même l'un des favoris de ces élections présidentielle et législatives.

D'après l'un des derniers sondages publiés⁵, Nabil Karoui séduit surtout les femmes, les classes populaires et l'électorat le moins instruit, plus sensibles à la propagande qu'il diffuse sur sa chaîne télé. Près d'un quart des électeurs de Nidaa Tounes en 2014 déclarent compter voter pour lui⁶.

En se présentant comme le candidat anti-système, Nabil Karoui tente de surfer sur la vague de mécontentement contre les partis au pouvoir, que les résultats des élections municipales laissaient entrevoir. Les sondages d'opinion montrent d'ailleurs que seule la situation sécuritaire est satisfaisante pour les Tunisiens. Sur toutes les autres thématiques, et en particulier les enjeux socio-économiques, le bilan est sévèrement jugé⁷. De quoi alimenter la tentation du vote sanction, même pour des populistes.

Abir Moussi : l'héritière décomplexée du « benalisme »

Longtemps à la marge de l'échiquier politique tunisien, Abir Moussi et son Parti destourien libre

figurent désormais parmi les favoris des élections de 2019. Abir Moussi s'est fait connaître dans les mois qui ont suivi le départ de Ben Ali, lorsqu'elle s'est illustrée en plaidant, avec sa robe d'avocate, contre la dissolution du Rassemblement constitutionnel démocratique. Depuis, elle a fait de la défense acharnée de Ben Ali et de son bilan son cheval de bataille. Contrairement aux premières années post-Révolution, ce discours ne choque plus. Il attire même une bonne partie des « nostalgiques ».

Abir Moussi se distingue aussi par un discours anti-islamiste primaire. Elle est d'ailleurs parmi les rares, sur la scène politique, à désigner encore Ennahdha par le terme « Khwenjya », le renvoyant à sa filiation aux Ikhwan (Frères musulmans) égyptiens. Mais cette posture n'est nullement la marque d'un progressisme. Abir Moussi partage en effet les positions conservatrices des islamistes sur les réformes sociétales préconisées par la Commission des libertés et de l'égalité (COLIBE), qui avait rendu son rapport, à la demande d'Essebsi, à l'été 2018. En effet, elle s'est ouvertement positionnée contre la dépénalisation de l'homosexualité, désapprouve l'égalité entre enfants légitimes et enfants naturels, et évite de se prononcer sur l'égalité successorale entre les femmes et les hommes. Son opposition à Ennahdha est donc plutôt justifiée par des motifs nationalistes, l'accusant de servir des intérêts étrangers.

Le discours virulent d'Abir Moussi attire de plus en plus de sympathisant-e-s. Le Parti destourien libre incarne en effet une forme de vote sanction, surtout pour celles et ceux qui ne voient dans l'ère post-Révolution que les difficultés socio-économiques. Mais il attire également les déçu-e-s de l'alliance de Nidaa Tounes avec les islamistes. D'après un sondage Sigma Conseil-*Le Maghreb* de début juin 2019, près d'un quart des électrices et électeurs de Nidaa Tounes en 2014 comptent voter pour ce parti, le plaçant désormais dans le peloton de tête⁸.

2019 : retour à l'avant Nidaa Tounes ?

Contrairement aux élections de 2014, marquées par une forte bipolarisation entre Ennahdha et Nidaa Tounes, le paysage électoral de 2019 s'annonce plus morcelé. C'est d'abord l'effondrement de Nidaa Tounes qui en est la cause. Les multiples crises qu'il a traversées, les revirements qu'il a opérés, en particulier sur la relation avec Ennahdha, ainsi que l'impopularité de Hamed Elhaj Khaled, ont achevé de le décrédibiliser aux yeux des Tunisien-e-s. Vainqueur incontesté des élections de 2014, ce parti se trouve, cinq ans après, à soutenir un candidat hors de ses rangs pour l'élection présidentielle anticipée.

Outre l'émotion qu'il a créée, le décès du président Beji Elhaj Khaled a aussi bouleversé le calendrier électoral, avec un premier tour du scrutin présidentiel précédant les élections

législatives. Il est même probable que ces dernières aient lieu entre les deux tours de l'élection présidentielle. Ainsi, Beji Caied Essebsi aura réussi, par sa mort, à réaliser ce qu'il avait souhaité mais échoué à obtenir lors du dialogue national en 2014.

Cette situation a contraint les différents acteurs politiques à changer leurs plans, à commencer par Ennahdha qui a fini par présenter un candidat de ses rangs (Abdelfattah Mourou) pour la magistrature suprême. C'était aussi le choix de la plupart des partis issus de la famille Nidaïe. Tous ont jugé que, sans candidat à l'élection présidentielle, ils seraient complètement absents de la campagne électorale. C'est le cas de Mohsen Marzouk (Machrou' Tounes), Said Aydi (Beni Watani) et Salma Elloumi (Amal Tounes), qui ont présenté leurs candidatures malgré leurs faibles chances de peser dans ce scrutin, tout comme le candidat indépendant Neji Jalloul, ancien ministre et longtemps proche de Hamed Caied Essebsi.

Après avoir longtemps fait durer le suspense, Youssef Chahed a fini, lui aussi, par annoncer sa candidature à l'élection présidentielle le 8 août 2019, soit un jour avant la clôture des candidatures. Le chef du gouvernement tentera ainsi de défendre son bilan, mais aussi de rejeter l'accusation d'alliance avec le parti islamiste et de prouver sa bonne entente avec le président défunt. L'impressionnante vague de sympathie provoquée par le décès de Beji Caied Essebsi risque en effet d'être utilisée contre ce Premier ministre rebelle.

Un candidat, en revanche, compte en bénéficier. Il s'agit de Abdelkarim Zbidi, actuel ministre de la Défense. Ses soutiens, parmi lesquels figurent les partis Nidaa Tounes et Afek Tounes, le présentent comme l'héritier de Beji Caied Essebsi. Ce professeur de médecine avait commencé sa carrière ministérielle au début des années 2000 sous Ben Ali, avant d'occuper le ministère de la Défense dans les deux gouvernements de transition Ghannouchi II et Essebsi, et de garder sa fonction dans le premier gouvernement de la Troïka, avec Ennahdha aux commandes. Sans grand charisme, Zbidi a raté le moment de l'annonce de sa candidature, marquée par une polémique sur sa conseillère en communication, ainsi que ses premières apparitions médiatiques.

Or, que ce soit pour le chef du gouvernement ou pour son ministre de la Défense, la qualification au second tour est loin d'être acquise. Les derniers sondages publiés, antérieurs au décès du président, mettent Nabil Karoui et son parti Au cœur de la Tunisie en tête des intentions de vote. La non-promulgation des modifications de la loi électorale laisse donc le champ ouvert à ce magnat des médias. Mais son arrestation à quelques jours de la campagne risque d'amoindrir ses chances de qualification au second tour, même si d'aucuns estiment qu'au contraire, elle pourrait en faire un martyr et renforcer ses électeurs potentiels dans leur choix.

Dans ce climat plus qu'incertain et volatile, tout peut basculer en quelques semaines. Longtemps à la marge, Abir Moussi et son Parti destourien libre sont désormais en bonne place pour obtenir une partie considérable des voix Nidaïs de 2014, que ce soit au scrutin présidentiel ou aux élections législatives. La qualification au second tour reste tout de même difficile pour l'avocate. Entre l'éclatement des candidatures dans la « famille centriste », la longueur d'avance de Nabil Karoui et la candidature de Abdelfattah Mourou du côté des islamistes, la bataille du scrutin présidentiel promet d'être très rude.

Aux élections législatives aussi, la famille Nidaïe part divisée, et aucun parti n'arrive à s'imposer comme le choix « utile » des anciens électeurs de Nidaa. Des scissions de Nidaa jusqu'aux partis populistes, en passant par les autres partis « centristes », tout le monde vise ce vaste espace électoral. Les prétendant-e-s sont nombreux-ses, et chacun-e a choisi de faire cavalier seul. Une image qui rappelle les élections constituintes de 2011. Ceci s'explique certainement par les égos des un-e-s et des autres, mais peut-être aussi par l'absence d'une personnalité aussi charismatique, rassembleuse et incontestée que Beji Caied Essebsi. À peine quelques semaines après son décès, l'héritage politique du premier président de la II^e République risque ainsi d'être dévasté.

1. Qualificatif désignant les partisans du Néo Destour fondé par Bourguiba en 1934, rebaptisé Parti socialiste destourien en 1964, remplacé en 1988 par le Rassemblement constitutionnel (destourien) démocrate après le coup d'État médical de Ben Ali, et dissous par une décision de justice après la Révolution.
2. C'est le renfort apporté par Ridha Belhaj, à l'époque directeur de cabinet du président Essebsi, qui a permis le basculement de la majorité au sein de l'Instance constituante.
3. Parmi ces départs, nous pouvons citer Saïd Aïdi et Tahar Ben Hassin, deux figures de Nidaa Tounes qui finiront par créer deux nouveaux partis, et Mahmoud Ben Romdhane, ministre représentant Nidaa et le concepteur de son programme.
4. Hatem Bourial, « Nidaa Tounes : Fractures », *Réalités*, n°1738, du 19 au 25 avril 2019.
5. La loi électorale interdit la publication de sondages durant toute la période électorale, qui a débuté le 16 juillet 2019.
6. *Le Maghreb*, 13 juin 2019, p. 2.
7. *Le Maghreb*, 11 juillet 2019, p. 2.
8. *Le Maghreb*, 15 juin 2019.